



Appel unitaire CGT, FSU, Solidaires, UNEF et UNL pour le 12 juin **Tous et toutes ensemble pour les libertés et contre les idées d'extrême-droite**

Les unions régionales d'Île de France, CGT, FSU, Solidaires, UNEF et UNL ont décidé de rejoindre l'appel pour les libertés, contre les idées d'extrême droite.

Nous partageons le constat de la détérioration du climat politique et social et de la montée préoccupante des idées d'extrême droite, banalisées quand elles ne sont pas reprises par le gouvernement et ne pouvons rester sans réagir. Les politiques gouvernementales et patronales actuelles entraînent une hausse des inégalités, sociales, de la pauvreté, de la précarité, de la mise en concurrence des territoires, des salarié.es. Le nombre de laissé pour compte explose et fait le terreau fertile du rejet de l'autre, de la montée du racisme, de la xénophobie, et des idées fascisantes.

Oui, les libertés sont en danger, oui, le font de l'air devient de plus en plus brun !

Quand on tente, au travers de l'élaboration d'une nouvelle loi répressive, d'interdire de filmer les exactions policières, quand le gouvernement se livre à des attaques sans précédent contre le droit de manifester, nous sommes, nous, organisations syndicales de la Région parisienne, directement confrontés à ce recul démocratique. Entre les interdictions pures et simples prises par le préfet de police, les décisions de refuser les manifestations en n'autorisant que des rassemblements sous haute surveillance policière, les menaces contre les organisateurs qui ne céderaient pas à la pression, les limitations de parcours, il est de plus en plus difficile de faire entendre nos revendications. Les insultes et cris de haine envers les militant.es syndicaux place de la Nation le 1^{er} mai, les propos racistes tenus, les manipulations de la foule, typiques des techniques utilisées par les mouvements d'extrême droite, n'ont donné lieu à aucune condamnation franche du gouvernement. Pas plus que les attaques virulentes contre la justice de la part de policiers rassemblés aux portes de l'Assemblée nationale, soutenus par le ministre de l'Intérieur, en personne ou les tribunes dans la presse de militaires factieux. En revanche, quel déchainement contre l'UNEF, syndicat étudiant représentatif qualifié lui de « fasciste » ! Les manipulations dangereuses autour de confusions sciemment entretenues, que ce soit sur le concept d'islamo gauchisme laissant entendre une collusion entre les forces progressistes et les intégristes musulmans ou sur l'antisémitisme qu'on assimile à de l'antisémitisme, alors qu'il n'est qu'une condamnation d'une politique de colonisation, visent à limiter les débats et la liberté d'opinion. La pandémie a servi de prétextes pour des reculs de libertés, sans précédent, pour de nouvelles attaques contre le monde du travail et la jeunesse

Nous entendons les débats sans fin sur une hypothétique victoire de l'extrême droite aux présidentielles qui banalise la menace fasciste, **oubliant que les injustices perdurent et que les inégalités sociales explosent et génèrent une forte misère sociale.** Ce sont bien les politiques publiques ultralibérales de ce gouvernement qui s'attaquent aux droits sociaux, aux protections des salarié.es et qui favorisent les plus riches au nom de la théorie du « ruissellement », qui sont à l'origine de la montée des idées d'extrême droite et des multiples attaques contre nos libertés.

Parce que notre combat est juste, que nous le construisons dans l'unité, dans un souci de solidarité de classe, **notre détermination demeure intacte pour combattre les inégalités sociales et gagner une autre société basée sur la justice sociale.**

Les Unions régionales CGT, FSU, Solidaires, UNEF et UNL appellent à participer massivement :

Le samedi 12 juin à 14h Place de Clichy à Paris
***Manifestation pour dire non à l'extrême droite, et défendre nos libertés
individuelles et collectives, nous construirons ce combat dans la durée !***